

pencher pour déterminer s'il existe un point de vue propre à la région Asie-Pacifique qui puisse être mis en valeur pour défendre les intérêts de notre région.

Il faudrait selon moi faire avancer rapidement ce dossier. D'abord, faisons chacun notre part pour assurer la conclusion de l'Uruguay Round. Ensuite, évaluons les conséquences des résultats de l'Uruguay Round pour notre région. Nous pourrions alors examiner le programme d'action pour les années 90 et déterminer quelles initiatives précises prendre au profit de la région Asie-Pacifique. En outre, nous devrions examiner le projet de création d'un groupe de personnes éminentes. Je sais que certains d'entre vous estiment que ce groupe pourrait compléter les travaux menés tant par les ministres que par nos représentants et faire mieux connaître les possibilités qui s'offrent dans la région du Pacifique. Demandons à nos représentants de définir les activités futures en faveur de la libéralisation du commerce régional, après quoi nous déciderons des moyens à prendre à notre prochaine réunion, qui aura lieu à Bangkok.

Le commerce est une des raisons d'être de la CEAP. C'est un dossier réel par lequel le secteur privé et la population de nos pays peuvent se sentir concernés. Commençons dès maintenant à aider à la conclusion de l'Uruguay Round et à établir un programme de suivi pour la région Asie-Pacifique. Nous nous emploierons, ce faisant, à demeurer ouverts les uns envers les autres et envers nos partenaires commerciaux du monde entier. La région de l'Asie-Pacifique devrait pouvoir donner l'exemple. Nous avons de quoi être fiers de notre performance commerciale des dernières décennies, mais nous avons aussi de nombreuses raisons d'envisager l'avenir avec enthousiasme.